



HAL
open science

Pouvoir “ vivre dignement ” une doléance absente de la campagne présidentielle

Magali Della Sudda, Nicolas Patin

► **To cite this version:**

Magali Della Sudda, Nicolas Patin. Pouvoir “ vivre dignement ” une doléance absente de la campagne présidentielle. 2022, <10.64628/AAK.fcnsgrvxw>. <halshs-03634954>

HAL Id: halshs-03634954

<https://shs.hal.science/halshs-03634954v1>

Submitted on 13 Dec 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-ND 4.0 - Attribution - No Derivative Works - International License

theconversation.com

Pouvoir « vivre dignement », une doléance absente de la campagne présidentielle

Magali Della Sudda
Centre Émile Durkheim – Sciences Po Bordeaux

Nicolas Patin
Université Bordeaux Montaigne

À rebours des thèmes de la campagne présidentielle, les enquêtes d'opinion montrent de fortes attentes citoyennes sur des [questions de santé, d'emploi et d'environnement](#).

Ce décalage ne peut que surprendre au regard des demandes exprimées lors du mouvement social des Gilets jaunes et du Grand Débat censé y répondre. Dès le mois de novembre 2018, des doléances sont recueillies par des Gilets jaunes sur [les ronds-points et lieux d'action](#) de ce mouvement. Les maires ruraux de France [reprennent cette initiative](#) entre le 8 décembre et le 11 janvier 2019.

Enfin, le gouvernement a demandé aux maires de laisser des cahiers d'expression libre entre le 15 janvier 2019 et le 15 mars, en parallèle du « Grand débat ».



Le Grand Débat, c'est dans la rue. Graffiti (acte 8 des Gilets jaunes, 5 janvier 2019), Place Pey Berland. Nicolas Patin, Author provided (no reuse)

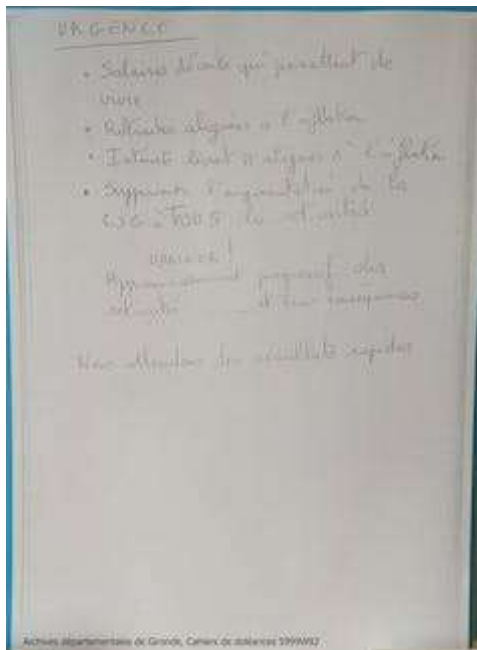
Mais contrairement aux engagements pris par le chef de l'Etat, les entreprises privées qui ont numérisé une partie des contributions n'ont pas rendu [ces fichiers publics](#). La Bibliothèque nationale de France où ils seraient conservés n'a toujours pas donné l'accès aux équipes de

recherche publique et les Archives nationales de France, qui ont les inventaires des fonds numérisés, ont refusé de nous les communiquer. Nous avons donc fait le choix de numériser et transcrire nous-mêmes ces cahiers de doléances dont les originaux sont conservés aux Archives départementales.

Une recherche citoyenne

L'ensemble des cahiers, hormis ceux tenus distinctement par des Gilets jaunes, a été versé en février 2019 aux services de la Préfecture puis classés et rendus accessibles aux Archives départementales, conformément aux règles en vigueur. Les Cahiers des Gilets jaunes étaient ouverts sur les ronds-points, tandis que ceux des maires ruraux ou du gouvernement étaient ouverts en mairie ou dans les permanences parlementaires et déposés aux archives du département.

C'est ainsi que notre équipe, composée de citoyennes et citoyens – Gilets jaunes ou non – et d'universitaires, a pu dépouiller l'intégralité des cartons communicables au public. Après anonymisation, numérisation et transcription des documents, nous avons obtenu un corpus de 1996 contributions étudiées à l'aide d'un logiciel libre [IraMuteQ](#). Cette analyse permet de distinguer des « classes » de mots, autant d'ensembles thématiques qui dessinent des sous-groupes d'attentes convergentes.



Archives départementales, [5999W92] ANR GILETSJAUNES - Doléances, Fourni par l'auteur

L'examen des cahiers ouverts en Gironde où [nous avons conduit nos recherches](#) révèle les demandes en matière de niveau de vie, de fiscalité, de service public ou encore de transition écologique, que nous avons désignées sous l'expression «pouvoir de vivre». Le terme de pouvoir d'achat focalise sur la consommation, or les doléances portent davantage sur la satisfaction de besoins que le désir de consommation et d'achat.

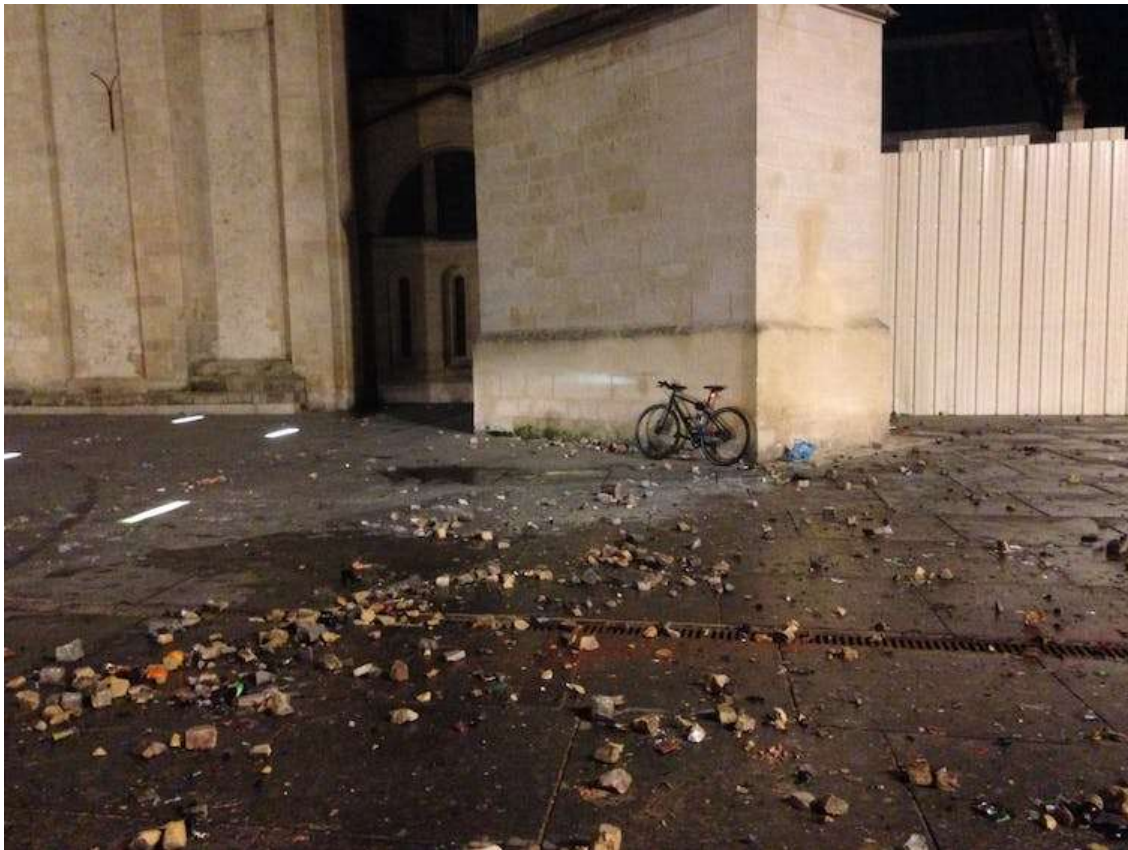
Nous avons mis en évidence l'importance de nombreuses préoccupations peu évoquées jusqu'à présent [dans la campagne électorale](#) à partir d'une enquête basée sur des méthodes [quantitatives et qualitatives](#). Dans les dix classes différentes que nous avons identifiées, le thème de la justice sociale apparaît majeur, confirmant [les observations de maires et journalistes locaux](#).

La justice sociale au cœur des revendications girondines

La revendication de pouvoir vivre dignement de son travail ou de sa retraite est la plus citée (15,4% du corpus). Elle passe par l'augmentation des salaires comme le propose cet homme de St Germain du Puch « Que le travail trouve sa juste rémunération » ; ou l'accès à l'emploi pour cette femme de Cenon « du travail en CDI pour les jeunes ». À Libourne, l'« augmentation du SMIC, même les 'gens de rien' ont besoin de vivre dignement » est réclamée. Un Audengeois demande aussi « l'indexation des retraites sur l'inflation ».

Les conséquences du désengagement de l'État dans les politiques sociales renforcent les inégalités. La prise en charge de la dépendance par des groupes privés pose question pour cette Blanquefortaise « La vieillesse n'est pas une notion qui s'achète. Les EHPAD devraient tous être en loi 1901 ». « La santé voit ses moyens diminuer drastiquement. Il n'y a pas d'économie à faire sur la santé » pour ce couple d'Audenge.

À lire aussi : [Prise en charge des personnes âgées : quel rôle pour les départements ?](#)



La Place Pey Berland après l'acte 8 (5 janvier 2019) Nicolas Patin, Author provided (no reuse)

Le pouvoir de vivre aborde aussi la solidarité. Ainsi cette demande de Blaye sur la « revalorisation des salaires, des retraites, des pensions d'invalidité et de reversion ». La doléance de cette mère de famille de Blaye reflète le besoin de solidarité envers les personnes ou leurs proches en situation de handicap :

« Je demande juste de pouvoir vivre dignement avec notre salaire et avoir un peu plus de moyens et encadrement pour les familles, comme moi, qui ont un enfant en situation de handicap ».

Alors que le quinquennat s'est ouvert sur [la promesse](#) de reloger les personnes [sans abris](#), cette autre femme de Parempuyre va plus loin et demande de « construire de nouveaux centres d'accueil temporaire des SDF [...] car la France doit être le pays des droits de l'homme et montrer l'exemple ».

L'accès au logement est évoqué régulièrement, comme à Montussan où on plaide pour « le rétablissement et l'extension de l'encadrement des loyers pour accéder à un toit dans des conditions décentes ».

À lire aussi : [Portrait\(s\) de France\(s\) : Alerte sur l'aggravation des inégalités françaises](#)

Mieux répartir la fiscalité pour mieux redistribuer

La fiscalité (13,1% du corpus) constitue un des leviers de la justice sociale. Dans les doléances, la suppression de l'ISF est un symbole très fort de l'injustice ressentie. Ce Blayais demande comme beaucoup d'autres « le rétablissement de l'ISF ». On dénonce l'évasion fiscale des grandes entreprises qu'il « faut combattre avec férocité au lieu de s'attaquer aux classes pauvres et moyennes » pour cet homme de Bouliac et l'absence de solidarité des plus fortunés.



Archives départementales, [5999W6] ANR GILETSJAUNES - Doléances, Author provided (no reuse)

Sur le rond-point d'Audenge sur le Bassin d'Arcachon, les Gilets jaunes étaient mobilisés et ont recueilli des doléances. On propose la « Suppression du CICE qui avantage fiscalement les grandes sociétés », de « Taxer les dividendes à la source, les plus-values boursières, les GAFAM. Lutter contre les paradis fiscaux ». Se profile une conscience de classe : « Est-il légitime que les méga riches (+ de 10M€ de biens, capitaux, actions etc) participent de moins en moins au pot commun ? Ce qui implique une participation plus importante des couches sociales inférieures » pour cet anonyme de Blaye.



La statue de l'homme politique Jacques Chaban-Delmas porte un panneau RIC, à l'acte 12 des Gilets jaunes, place Pey Berland (2 février 2019) Nicolas Patin, Author provided (no reuse)

La justice fiscale est indissociable de la question environnementale pour cette personne de 74 ans à Saint-Ciers-sur-Gironde, qui évoque la « nécessité de maintenir une fiscalité écologique pour financer la transition énergétique et lutter contre le réchauffement climatique en mettant en pratique le principe pollueur. Certaines contributions proposent de manière très détaillées des mesures concrètes et témoignent d'une connaissance approfondie de certains sujets, sans qu'il soit possible de déterminer l'origine de ces informations - expertise professionnelle, savoir militant, information lues dans la presse ou en ligne. L'augmentation des dépenses contraintes et des prélèvements (CSG) est perçue comme une injustice : « restituez-nous la CSG que vous nous avez indûment prélevée » écrivent ce Mérignacais et cette Cubzacaïse. Le même grief est formulé à l'encontre de la TVA, « le taux de TVA n'est pas juste, trop élevé pour les produits de première nécessité, pas assez haut sur les produits de grand luxe » écrit une personne de Gradignan.

Développer les services publics

Les services publics doivent pallier [aux inégalités sociales et territoriales\(14% du corpus\)](#). À Artigues, on enjoint de continuer à :

« financer l'éducation, la santé, la sécurité [...], la justice, la recherche, les arts, la culture, le service public est le vrai moyen pour niveler les inégalités sociales ».



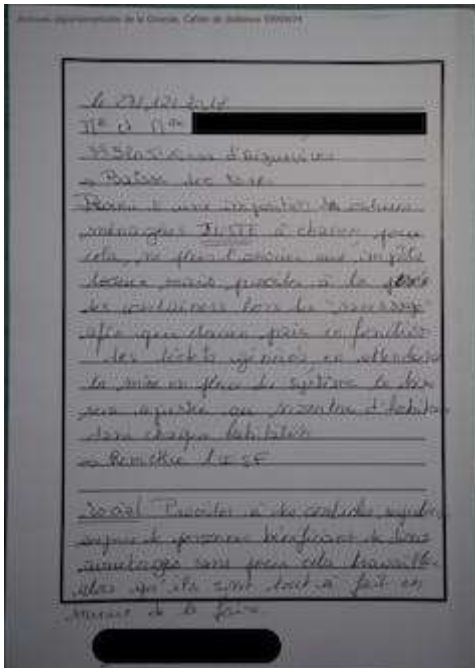
Un message sur le dos d'un Gilet jaune à Bordeaux (acte 4, 8 décembre 2018). Nicolas Patin, Author provided (no reuse)



Archives départementales, [5999W8] ANR GILETSJAUNES - Doléances, Author provided (no reuse)

Leur privatisation inquiète cet homme de Le Temple « Arrêt des privatisations des services publics », tout autant que leur disparition pour cette personne d'Avensan « Par pitié maintien

des services publics ». Ils concernent aussi l'aménagement du territoire « Recréer les Services Publics pour que ne meurent pas les petites communes et villes moyennes » suggère ce Blayais, pointant la disparité entre métropole et ruralité. Le pouvoir de vivre s'exprime aussi par le souhait d'une « vraie démocratie participative, écologique et sociale pour l'avenir de nos enfants sur la planète Terre »(St Girons d'Aigues Vives).



Archives départementales, St GIRON D AIGUEVIVES. ANR GILETSJAUNES - Doléances, Author provided (no reuse)

Certaines de ces demandes appartiennent aux revendications habituelle de la gauche - la défense des services publics, la défense de l'impôt comme instrument de redistribution ou le développement des transports publics. D'autres sont spécifiques au mouvement des Gilets jaunes et transcendent le clivage gauche/droite, comme le Référendum d'initiative citoyenne, la reconnaissance du vote blanc, repris dans différents programmes électoraux en 2022.

À lire aussi : [« Gilets jaunes » : quelle démocratie veulent-ils ?](#)

Où sont les doléances dans la présidentielle ?

Aujourd'hui, ce n'est qu'au terme d'une campagne jugée atone et démobilisante, que la question centrale du pouvoir de vivre apparaît dans les programmes, confirmant le scepticisme des citoyennes et citoyens.

Tout en participant aux «cahiers de doléances», ils étaient partagés sur l'efficacité de la démarche. Les [inégalités se sont creusées](#) et l'exécutif est loin d'avoir satisfait cette demande

de « pouvoir de vivre ». En revanche, s'exprimait une confiance plus forte dans les maires pour écouter les attentes: « Merci de m'avoir lu, votre tâche est difficile mais vous êtes les élus du peuple, nos représentants, faites nous honneur » enjoignait il y a trois ans ce Ruscadien.

La demande d'écoute de la part [des représentantes et représentants politiques](#) semble davantage satisfaite par les élus locaux du fait de leur plus grande proximité. A la veille de l'élection présidentielle, les personnes que nous avons rencontrées dans le cadre de notre enquête ne peuvent que constater la difficulté des candidats et candidates à porter ces demandes et la faible attention médiatique sur certaines d'entre elles.

Danielle & Gilbert Lefebvre, Stéphane Mestre, Marcel Guilhembet, membres d'On-the-Ric ont contribué à cet article.